

INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE



Date : 17/03/2021

Pays : Côte d'Ivoire

Description des tâches : Recrutement d'un (e) consultant(e) national(e), pour conduire la phase de démarrage de l'Initiative pour une Gouvernance Inclusive en Côte d'Ivoire

Numéro du projet : H70 00121354 - HIV INCLUSIVE GOVERNANCE

Durée du contrat/services (si applicable) : La durée de la mission sera de 60 jours étalés sur 04 mois

Les offres devront être soumises avec la mention :

« Consultant(e) National(e), pour conduire la phase de démarrage de l'Initiative pour une Gouvernance Inclusive en Côte d'Ivoire »

Par email à l'adresse : procurement.offers.ci@undp.org ou physiquement à l'adresse indiquée ci-dessous :

**Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Angle Avenue Marchand, Rue Gourgas Plateau en face de la radio
01 BP 1747 ABIDJAN 01
COTE D'IVOIRE**

Les offres placées sous plis scellés distincts devront nous parvenir au plus tard le 31 Mars 2021 à 17h00 et comprendront :

- **Une proposition technique** : le CV avec 3 personnes références (adresse mail + contact de la personne référente), une note méthodologique détaillée, l'organisation du déroulement des travaux et la capacité à réaliser ce type de travail
- **Une proposition financière**

Si vos propositions techniques et financières ne sont pas scellées dans des enveloppes séparées, ou dans deux dossiers distincts par mail, votre offre sera rejetée.

[Les offres reçues par un autre canal que celui mentionné ci-dessus seront automatiquement rejetées.](#)

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit à l'adresse procurement.ci@undp.org ; nous nous efforcerons de vous les fournir rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report.

L'offre technique devra inclure les informations et documents nécessaires à l'exécution de la tâche à accomplir :

1. Qualification et expérience dans le domaine (40 points)
2. Plan de travail (10 points)
3. Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR (50 points)

Votre offre financière doit être dans un document séparé de l'offre technique.

Le dépouillement s'effectuera en deux étapes :

Le dépouillement des offres techniques :

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères d'évaluation ci-dessous. Seules les offres techniques ayant totalisé au moins 70/100 points seront retenues pour l'évaluation financière.

Le dépouillement de l'offre financière :

Le soumissionnaire ayant soumis l'offre techniquement conforme et ayant obtenu le meilleur score en combinant le score technique (70%) et le score financier (30%).

Les critères d'évaluation technique

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
01.	Qualification et expérience dans le domaine	40					
02.	Plan de travail	10					
03.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50					
Total		100					

01 – Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expertise avérée en Droits Humains	10					
1.3	Expérience professionnelle d'au moins 5 ans en matière de consultance	15					
1.4	Références antérieures pour les travaux similaires	5					
		40					

02 – Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
		10					

03 -Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
3.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
3.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
3.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
3.4	La proposition comprend-elle un cadre de suivi et d'évaluation pertinent ?	10					
3.5	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?	10					
		50					

Recrutement d'un (e) consultant(e) national(e), pour conduire la phase de démarrage de l'Initiative pour une Gouvernance Inclusive en Côte d'Ivoire

Termes de références

A. CONTEXTE

L'Initiative pour une Gouvernance Inclusive (IGI) du PNUD est lancée pour aider des pays d'Afrique subsaharienne à devenir de plus en plus responsables et inclusifs envers toutes leurs populations, y compris les populations clés (LGBTI). Cela contribuera à son tour à de meilleures lois, à des services du secteur public plus réactifs et à des normes sociales qui affirment les droits des LGBTI.

Combinant le travail au niveau des pays avec la coopération Sud-Sud, les activités sous-régionales et l'implication des institutions et réseaux au niveau régional, l'Initiative contribuera aux cinq résultats suivants :

- Renforcer l'engagement et la capacité des décideurs africains à inclure et à répondre aux questions de diversité sexuelle et de genre (y compris les parlementaires, les juges, les responsables des droits de l'homme, les chefs religieux et autres).
- Renforcer la capacité des militants LGBTI et alliés qui proviennent d'autres mouvements sociaux axés sur les ODD (égalité des sexes, réduction de la pauvreté, santé pour tous, etc.) à se comprendre et à travailler les uns avec les autres et à influencer les décideurs.
- Inclure les questions de diversité sexuelle et de genre et les communautés LGBTI dans l'élaboration et la mise en œuvre des lois, politiques et programmes.
- Stimuler la demande et l'utilisation d'idées, de preuves et d'innovations pertinentes.
- Soutenir et élargir le financement des bailleurs de fonds internationaux pour le travail régional en Afrique des LGBTI et des populations clés qui est éclairé par les données probantes et les communautés.

L'accent mis par l'IGI sur la gouvernance inclusive vise à contribuer directement à une vision ciblant à améliorer la capacité des États à comprendre et à honorer leurs obligations en tant que « porteurs d'obligations » en matière de droits de l'homme. Cet accent mis sur la gouvernance inclusive comble une lacune critique dans les actions actuelles pour faire progresser les droits des LGBTI et l'inclusion en Afrique, et résonne fortement avec le mandat, le plan stratégique et les atouts du PNUD. Les éléments clés de la gouvernance inclusive sont les suivants :

- Les entités étatiques doivent être en mesure de s'acquitter de leurs obligations, ce qui exige que les institutions compétentes (justice, parlements, institutions nationales des droits de l'homme, autorités traditionnelles, etc.) soient réactives, transparentes et responsables/redevables envers tous leurs citoyens, y compris dans le cas de cette initiative aux minorités sexuelles et de genre.
- Les citoyens - y compris les populations LGBTI - doivent être conscients de leurs droits et des engagements pris envers eux, pour pouvoir faire entendre leur voix et demander des comptes aux autorités.
- Il est nécessaire d'avoir des espaces et des processus permettant aux citoyens et aux entités étatiques d'interagir, de négocier, d'écouter et d'apprendre en vue d'améliorer les résultats.

L'IGI travaille aux niveaux régional et sous-régional, ainsi qu'au niveau national.

Aux niveaux régional et sous-régional, les stratégies clés de l'IGI se concentrent sur le soutien aux champions influents du changement pour qu'ils deviennent aussi efficaces que possible dans leur travail sur l'inclusion des minorités sexuelles et de genre, et sur l'élargissement du cercle de ces champions. En plus de travailler avec des acteurs étatiques tels que des représentants du gouvernement et des parlementaires, l'Initiative collaborera également avec des influenceurs clés provenant d'ONG de développement, d'institutions religieuses et traditionnelles, du secteur des entreprises et de responsables de la coopération au développement.

Cette consultance est axée sur le démarrage des activités de l'IGI en Côte d'Ivoire, dans le cadre du projet régional. Les résultats de la consultance, serviront de contributions aux travaux ultérieurs au niveau national pour identifier les "fenêtres d'opportunités" pour un changement positif, développer un cadre stratégique pour les progrès en matière d'inclusion des LGBTI au cours de la prochaine décennie, et concevoir un Projet de pays facilité par le PNUD qui répond aux opportunités et risques identifiés.

B. CHAMPS DES TRAVAUX

Sous la responsabilité du Représentant Résident Adjoint/Programme, la supervision du Spécialiste Programme Développement Durable Inclusif et du Consultant International, le(la) consultant(e) national(e) fournira les trois produits suivants :

- ✓ **Un rapport de base de Suivi et Evaluation** pour la Côte d'Ivoire qui rassemble et analyse des informations sur les indicateurs clés pertinents pour les activités de l'IGI au niveau du pays afin de fournir une analyse de haut niveau du contexte national et une évaluation de base pour ces éléments du cadre de résultats de l'IGI pertinents pour le travail au niveau du pays, y compris :
 - La législation, les politiques et les pratiques intersectorielles et axées sur les LGBTI (liées, par exemple, aux lois sur les droits et la reconnaissance des LGBTI, à l'espace juridique et politique pour l'organisation de la société civile, à l'application ou l'absence de lois protectrices et punitives, etc.).
 - Les politiques et stratégies sectorielles (par exemple, politiques et stratégies liées à la pauvreté, à l'égalité des sexes, à la couverture sanitaire universelle, aux SDRS / VIH, à la justice, à l'éducation).

- La Preuve de normes et d'attitudes favorables ou hostiles parmi les décideurs, comme en témoignent les discours parlementaires, les jugements des tribunaux, etc.
 - La capacité et l'engagement des OSC LGBTI à travailler sur des questions de droits humains, de genre, de développement plus large avec des OSC axées sur les ODD, et vice versa.
- ✓ **Un rapport sur les parties prenantes/ les contacts clés en Côte d'Ivoire** concernant la réalisation du cadre de résultats (en utilisant le modèle des parties prenantes en annexe) qui :
- Fournit les noms, les affiliations organisationnelles et un bref descripteur pour chaque partie prenante ou groupe de parties prenantes, y compris les coordonnées complètes si possible.
 - Évalue les niveaux d'influence de chaque partie prenante ou groupe de parties prenantes.
 - Décrit brièvement le degré d'intérêt et de soutien pour la collaboration avec l'IGI.
 - Répertorie les rôles / implication potentiels dans les activités de l'IGI, ainsi que les avantages, les inconvénients et les risques associés.
- ✓ **Un document de travail sur les options stratégiques** (avec une annexe qui compile les principaux documents / sources secondaires, soit sous forme de liens hypertextes, soit sous forme de PDF joints) pour informer les activités futures de l'IGI en Côte d'Ivoire. Le document de travail va :
- Identifier et décrire les principales options stratégiques (ou « fenêtres d'opportunité ») pour l'IGI en Côte d'Ivoire. Ces options stratégiques devraient se concentrer sur le niveau de la loi, de la politique et / ou de la stratégie et être liées au cadre de résultats et au rapport de base. *Des exemples d'options stratégiques sont: l'élargissement des stratégies et programmes de lutte contre la violence sexuelle et sexiste; intégrer les préoccupations des LGBTI dans les stratégies de relèvement socio-économique de Covid-19, y compris celles liées à la protection sociale et au redressement économique; faire progresser les stratégies de SDRS et de soins de santé universels, en tirant parti des leçons du VIH; s'appuyant sur une société civile croissante s'organisant autour de la gouvernance démocratique et de la participation.*
 - Prioriser les options stratégiques et discuter des avantages et des inconvénients connexes ; principaux risques ; et des oppositions potentielles pour chacune.
 - Mettre en relation des parties prenantes spécifiques ou des groupes de parties prenantes pertinents pour chaque option stratégique et éventuellement des points d'entrée pour faire progresser les résultats au niveau national avec eux (par exemple, s'il existe un réseau de parlementaires dans le pays ou une initiative militante inter-mouvements, ceux-ci pourraient figurer sur la liste, ainsi que des informations sur les parties prenantes concernées qui pourraient être des points d'entrée pour eux).

Le document de travail (produit/résultat 3) suivra l'achèvement des produits 1 et 2 et devrait être d'env. 10 à 12 pages. Notez que les produits 1 et 2 seront des documents confidentiels internes (au PNUD) tandis que le produit 3 sera un document public.

C. RESULTATS ATTENDUS

Le récapitulatif ci-dessous indique les résultats attendus nécessaires au paiement des honoraires du/de la consultant(e) :

- ✓ Le plan de travail et Le Plan de travail est certifié et validé
- ✓ Le Rapport de base de Suivi et Evaluation pour la Côte est disponible et validé
- ✓ Le Rapport sur les acteurs nationaux clés/ les contacts clés en Côte d'Ivoire concernant la réalisation du cadre de résultats est disponible et validé
- ✓ Le document de travail sur les options stratégiques pour informer les activités futures de l'IGI en Côte d'Ivoire est disponible et validé.

D. METHODOLOGIE

Le/la consultant(e) national(e) établira un chronogramme de travail validé par le Spécialiste Programme développement Durable Inclusif. Il/elle identifiera, collectera et analysera les informations provenant de sources primaires et secondaires, notamment :

Revue documentaire :

- Littérature grise (documentation parallèle) et informelle ainsi que littérature évaluée par des pairs si disponible
- Évaluation de l'environnement juridique (si elle existe) ou autres analyses juridiques des questions LGBTI / de diversité sexuelle et de genre dans le pays
- EPU (Examen Périodique Universel) et autres documents relatifs aux droits humains (notamment ceux qui proviennent de HRW, Amnesty, etc.)
- Publications sur le pays par les principales OSC LGBTI du pays et de la région
- Publications (si disponibles) qui prêtent attention aux questions LGBTI dans des thèmes plus larges (par exemple, la violence sexiste, la SDSR, le développement inclusif, etc.)

Entretiens individuels et petits groupes de discussion (sur Zoom ou similaire, avec enregistrements) :

- Chaque entretien explorera :
 - Les informations de base (données directes ou recommandations sur les sources)
 - Les perceptions de l'état actuel de l'inclusion et des droits
 - La perception des « fenêtres d'opportunité »
 - La perception des risques
 - Le niveau d'intérêt concernant une possible implication dans l'IGI et les rôles potentiels
 - Les suggestions de priorités pour d'éventuels futurs travaux du système de développement PNUD / ONU sur ce thème dans le pays
 - Les recommandations sur les autres parties prenantes à interviewer et / ou impliquer
 - Les recommandations sur les principaux documents ou sources de données
- La liste finale des personnes à interviewer sera élaborée avec le PNUD et en utilisant une approche boule de neige (environ 15 à 18 personnes devraient être interviewées) :
 - En commençant par le personnel compétent du bureau de pays du PNUD et le personnel de l'IGI
 - Ensuite, les autres membres concernés de la vaste équipe pays des Nations Unies - en particulier le FNUAP, l'ONUSIDA, le HCDH, l'UNESCO, ONU Femmes

- Ensuite, donner la priorité aux principaux décideurs impliqués dans les affaires de l'État (ministres, hauts fonctionnaires, parlementaires, juges, responsables des institutions nationales des droits de l'homme, etc.) qui soutiennent la cause
- Ensuite, les dirigeants des OSC LGBTI (dans les pays comptant un grand nombre d'OSC LGBTI, se concentrer sur celles qui sont perçues comme étant les plus influentes, à savoir sur les questions politiques, stratégiques et juridiques au niveau national)
- Ensuite, si possible les dirigeants des OSC qui travaillent sur les ODD (par exemple, les principaux dirigeants des OSC impliqués dans l'égalité des sexes, l'inclusion sociale / la protection sociale, les droits de l'homme)

E. PRODUITS D'ÉVALUATION (PRESTATIONS)

Au terme de l'évaluation, le/la consultant(e) mettra à disposition :

- ✓ Le plan de travail est certifié et valide
- ✓ Le Rapport de base de Suivi et Evaluation pour la Côte est disponible et validé
- ✓ Le Rapport sur les parties prenantes/ les contacts clés en Côte d'Ivoire concernant la réalisation du cadre de résultats est disponible et validé
- ✓ Le document de travail sur les options stratégiques pour informer les activités futures de l'IGI en Côte d'Ivoire est disponible et validé

F. PAIEMENTS

DELIVRABLES	Montant
Le Plan de travail est certifié et validé	20%
Le Rapport de base de Suivi et Evaluation pour la Côte est disponible et validé	30%
Le Rapport sur les parties prenantes/ les contacts clés en Côte d'Ivoire concernant la réalisation du cadre de résultats est disponible et validé	30%
Le document de travail sur les options stratégiques pour informer les activités futures de l'IGI en Côte d'Ivoire est disponible et validé.	20%

G. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL

Le/la consultant(e) travaillera sous la supervision du Spécialiste Programme Développement Durable Inclusif.

H. DUREE DE LA MISSION

La durée de la mission sera de 60 jours étalés sur 04 mois.

I. LIEU D'AFFECTION

Le/la consultant(e) national(e) travaillera à Abidjan, en collaboration avec le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, les Agences du Système des Nations Unies, le Réseau des populations et les acteurs clés ...

J. QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

Le/la Consultant(e) devra :

- Avoir un diplôme universitaire (BAC+5 au minimum) dans le domaine des sciences sociales ou juridiques ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expériences dans la consultance ;
- Disposer de solides expériences en matière de Droits Humains en général et en particulier dans la sensibilisation populations clés ;
- Avoir une expérience dans l'élaboration des documents analogues ;
- Avoir des aptitudes à travailler en équipe et avoir une capacité à travailler dans l'urgence
- Une excellente maîtrise du français et de l'anglais est exigée ;
- Il/Elle devra avoir une excellente capacité rédactionnelle et une bonne maîtrise des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

K. QUALIFICATIONS ET COMPETENCES

Une excellente maîtrise du français et de l'anglais est exigée.

L. PROPOSITION D'OFFRE FINANCIERE ET DELAI DE PAIEMENT

L'offre financière du/de la Consultant(e) doit être forfaitaire. Le forfait doit inclure les honoraires, et les frais de mission, etc.

M. PROPOSITION D'OFFRE FINANCIERE

L'offre financière du/de la Consultant(e) doit être forfaitaire. Le forfait doit inclure les honoraires, et les frais de mission, etc.

A. PRESENTATION DE L'OFFRE : LES DOCUMENTS CI-DESSOUS DOIVENT ETRE CONTENUS DANS L'OFFRE TECHNIQUE DU SOUMISSIONNAIRE :

- a) **Le Curriculum Vitae (CV) or P11**, indiquant toutes les expériences antérieures et les contacts (email and numéro de téléphone) de 3 références.
- b) **Une brève description de la méthodologie de travail** et l'approche pour exécuter le travail selon les TDR

La proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le/la soumissionnaire pour la conduite de la mission.

N. LES CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
01.	Qualification et expérience dans le domaine	40					
02.	Plan de travail	10					
03.	Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR	50					
	Total	100					

01 – Formulaire d'évaluation de la Proposition technique -- Formulaire 1		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Expertise / Qualification et expérience dans le domaine							
1.1	Diplômes	10					
1.2	Expertise avérée en Droits Humains	10					
1.3	Expérience professionnelle d'au moins 5 ans en matière de consultance	15					
1.4	Références antérieures pour les travaux similaires	5					
		40					

02 – Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 2		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Plan de travail							
2.1	Le plan de travail est-il bien défini, bien détaillé et correspond-il aux termes de référence ?	10					
		10					

03 -Formulaire d'évaluation de la Proposition technique – Formulaire 3		Nbre de points maximum	Consultant				
			A	B	C	D	E
Méthodologie proposée et approche pour exécuter le travail selon les TDR							
3.1	La proposition montre-elle une compréhension générale du sujet ?	10					
3.2	Les aspects importants de la tâche ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
3.3	La proposition comprend-elle un cadre méthodologique cohérent ?	5					
3.4	La proposition comprend-elle un cadre de suivi et d'évaluation pertinent ?	10					
3.5	La présentation est-elle claire, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet ?	10					
		50					

O. CRITERES DE SELECTION

Le/la soumissionnaire ayant soumis l'offre techniquement conforme (au moins 70 points sur un total de 100) et obtenu le meilleur score en combinant le score technique (70%) et le score financier (30%).

P. DETAIL DES COUTS

Détail des couts par élément :

Eléments	Coût Unitaire	Quantité	Cout total pour la durée du Contrat
Coûts du Personnel			
Honoraires			
Autres Frais (Mentionner svp)			